

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DiPP-Bicpe/EC

12/07/2012

**Arrêté préfectoral imposant à S.A. AUCHAN FRANCE
des prescriptions complémentaires pour la poursuite
d'exploitation de son établissement situé à LESQUIN**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 21 mars 1989 antérieurement délivrés à la S.A. AUCHAN pour l'établissement qu'il exploite rue d'Iéna sur le territoire de la commune de LESQUIN (59 817) ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant déposée le 7 février 2011, complétée le 2 avril 2011 par la société AUCHAN FRANCE pour le site rue d'Iéna à LESQUIN ;

Vu la déclaration d'antériorité déposée par AUCHAN FRANCE le 7 avril 2011 ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 22 mai 2002 antérieurement délivrés à AUCHAN FRANCE pour le même établissement ;

Vu la mise à jour des études d'impact et des dangers présentées en avril 2008 par AUCHAN FRANCE dont le siège social est situé 200 rue de la recherche à VILLENEUVE D'ASCQ, conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 mai 2002 en vue d'actualiser sa situation vis-à-vis des tiers de la zone ;

Vu l'étude de bruit envoyée par la société AUCHAN FRANCE le 17 juin 2011 pour le site rue d'Iéna, référencée « Rapport technique : contrôle des niveaux sonores dans l'établissement » du 16 mai 2011 ;

Vu l'étude des flux thermiques générés par le site en cas d'incendie déposée par la société AUCHAN FRANCE le 3 octobre 2011 pour le site rue d'Iéna, référencée « Approche des contraintes associées au risque incendie – Site de Iéna » du 3 octobre 2011 ;

Vu le rapport du 3 février 2012 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 20 mars 2012 ;

Considérant que le dossier déposé fait apparaître que les nuisances et dangers générés par l'installation n'ont pas augmenté depuis l'autorisation du 21 mars 1989 et que donc les modifications peuvent être considérées comme notables mais non substantielles ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans la mise à jour de l'étude d'impact et de l'étude des dangers, notamment permettent de limiter les inconvénients et dangers ;

Considérant qu'il est nécessaire d'encadrer par voie d'arrêté préfectoral complémentaire l'évolution des activités du site, comme prévu par l'article R512-31 du Code de l'Environnement ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La société AUCHAN FRANCE dont le siège social est situé à VILLENEUVE D'ASCQ, 200 rue de la recherche est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de LESQUIN (59 817), rue d'Iéna, les installations détaillées dans les articles suivants.

Les prescriptions des articles 1.1 à 9.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mars 1989 sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

ARTICLE 2 – ACTIVITES AUTORISEES

Article 2.1 : Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Article 2.2 : Nature des installations

| Rubrique | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | A, E,D,NC (*) |
|----------|---|--|------------------|
| 1510 | Entrepôt couvert Stockage de matières combustibles en quantité supérieure à 500t, le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 300 000 m ³ . | Entrepôt stockant au maximum 20 000 t dans un volume total de 395 881 m³ Cellule 1 : Stockage 115 000 m ³ sur une surface de 11 676 m ² Cellule 2 : Stockage 69 915 m ³ pour une surface de 7 098 m ² Cellule 3 : zone d'expédition sans stockage 3 990 m ³ pour une surface de 4 050 m ² Cellule 4 : Stockage 94 136 m ³ pour une surface de 9 557 m ² Cellule 5 : Stockage 76 928 m ³ pour une surface de 7 810 m ² La nature des articles stockés est diverse : textile, bazar, bricolage, équipements automobiles, jouets | A |

| Rubrique | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | A, E,D,NC (*) |
|----------|---|---|------------------|
| 1530 | Dépôt de papier ou carton, le volume stocké étant supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ | Stockage de type librairie papeterie pour un volume maximum de 11 090 m³ | D |
| 1532 | Dépôt de bois sec, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m ³ et inférieur à 20 000 m ³ | Dépôt de produits type jardinerie en bois pour un volume de 1 500 m ³ Dépôt de palettes dans les 5 cellules pour un volume total de 385 m ³ Soit un total maximum de 1 885 m³ | D |
| 2925 | Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW. | Le site contient 6 zones de charge de batteries réparties dans tous les bâtiments, comprenant au total 120 postes de charge. La puissance maximale étant de 271 kW | D |
| 2910 | Combustion, la puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée par seconde. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, de fioul lourds ou de la biomasse, la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW et inférieure à 20 MW. | Le site est équipé, pour la mise hors gel des bâtiments, de 21 aérothermes à gaz, de puissance unitaire de 109 kW. Soit une puissance maximale de 2,48 MW | DC |
| 2663 | Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères : matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m ³ et inférieur à 10 000 m ³ | Stockage maximal de 5 000 m³ | D |
| 1520 | Dépôt de charbon de bois, la quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure à 50 t mais inférieure à 500t | Dépôt de charbon de bois en sac d'une quantité maximale de 140 t | D |
| 1432-2 | Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité totale inférieure à 10 m ³ | Stockage de fioul domestique pour le fonctionnement d'une motopompe d'une quantité de 1m ³ soit une capacité équivalente de 0,2 m³ | NC |

| Rubrique | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | A, E,D,NC (*) |
|----------|---|---|------------------|
| 2171 | Dépôt de fumier, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques, le dépôt étant inférieur à 200 m ³ | Stockage de terreaux, tourbe et engrais en sac pour une quantité maximale de 190 m³ | NC |

Peuvent être épisodiquement présentes de petites quantités de produits relevant des rubriques suivantes :

| | | | |
|------|---|---|----|
| 1172 | Stockage et emploi de substances ou préparations Dangereux pour l'environnement – A, très toxique pour les organismes aquatiques, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 t | Insecticides, eau de javel, pastilles de chlore pour piscines | NC |
| 1173 | Stockage et emploi de substances ou préparations Dangereux pour l'environnement – B, toxique pour les organismes aquatiques, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t | Antimites, parfums d'ambiance | NC |
| 1200 | Emploi ou stockage de substances comburants, la quantité totale susceptible d'être présente étant inférieure à 2t | Détachants, traitements pour piscines | NC |
| 1412 | Stockage en réservoirs manufacturés de Gaz inflammables liquéfiés, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 6t | Bombes imperméabilisantes | NC |
| 1450 | Emploi ou stockage de solides facilement inflammables, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 kg | Allume -barbecue | NC |
| 1630 | Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique, le liquide renfermant plus de 20% en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100t. | Déboucheurs | NC |

A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Article 2.3 : Organisation du site

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- Cellule 1 : réception et stockage, une zone de charge de batteries ;
- Cellule 2 : réception, stockage et expédition, une zone de charge de batteries ;
- Cellule 3 : réception et expédition, deux zones de charge de batteries ;
- Cellule 4 : réception et stockage, une zone de charge de batteries ;
- Cellule 5 : réception et stockage, une zone de charge de batteries ;
- Local Sprinkleur ;
- Local TGBT ;
- Bureaux en étage ;
- Poste de garde à l'entrée.

Les produits stockés sont :

- du textile (habillement ou maison) ;
- du bazar saisonnier (jardin, bricolage, équipements automobile, jouets, rentrée des classées, librairie, papeterie) ;
- des produits d'épicerie (chocolat, biscuits) ;
- des boissons (sans alcool) ;
- des produits d'équipements de la maison (électroménager, son, meubles) ;

Le stockage de produits explosifs est interdit.

L'installation se situe sur un terrain de 80 000 m² environ dont 40 300 m² construits.

Un bassin de 4 400 m³ sert de tamponnement pour les eaux pluviales avant rejet au réseau communautaire ainsi que de bassin de rétention en cas d'incendie, par coupure des pompes de relevage.

Article 2.4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

ARTICLE 3 – MODIFICATION ET CESSATION D'ACTIVITE

Article 3.1 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 3.2 : Incidents ou accidents

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Article 3.3 : Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R 512-33 du code de l'environnement.

Article 3.4 : Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R 512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 3.5 : Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 3.6 : Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Article 3.7 : Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitant conformément à l'article R512-68 du Code de l'environnement.

Article 3.8 : Cessation d'activité

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci conformément à l'article R 512-39-1 du code de l'environnement.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

L'usage futur du site est déterminé conformément aux articles R 512-39-2 à R 512-39-5 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 – DELAIS ET VOIES

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté leur a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 5 – RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément préservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

ARTICLE 6 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les mises à jour du dossier de demande d'autorisation,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

ARTICLE 7 – PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes.

L'installation est située à plus de 30 mètres d'une habitation, de zones destinées à l'habitation par des documents opposables aux tiers et d'établissements recevant du public. L'exploitant peut se garantir du maintien de l'isolement par rapport aux tiers par contrats, conventions ou servitudes couvrant la totalité de la durée de l'exploitation et de la période de suivi du site le cas échéant.

ARTICLE 8 : POLLUTIONS ATMOSPHÉRIQUES

Article 8.1 : Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Article 8.2 : Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Article 8.3 : Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 8.4 : Conditions de rejet

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9 : POLLUTIONS DE L'EAU

Article 9.1 : Prélèvements et consommations d'eau

Article 9.1.1 : Généralités

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 9.1.2 : Origine des approvisionnements en eau

L'eau consommée par l'établissement est l'eau du réseau public. Une canalisation alimente en eau potable et une autre alimente le réseau incendie.

La consommation annuelle ne dépasse par les 3 700 m³ sauf lors des triennales sprinkler. Le volume des 2 cuves représentant 1500 m³. Le volume total peut alors être de 5200 m³.

Article 9.1.3 : Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Un disconnecteur par canalisation (clapets anti-retour) sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

Article 9.2 : Collecte des effluents liquides

Article 9.2.1 : Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Article 9.2.2 : Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Article 9.2.3 : Protection des réseaux internes a l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Article 9.3 : Type d'effluents, ouvrages, épuration et rejet au milieu

Article 9.3.1 : Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées,
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (notamment celles collectées dans le bassin de confinement visé à l'article 9.4), les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
- les eaux polluées : les eaux de lavages des sols,
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches, les eaux de cantine.

Article 9.3.2 : Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 9.3.3 : Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

| Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté | N°1 |
|---|---|
| Nature des effluents | Eaux sanitaires |
| Exutoire du rejet | réseau eaux usées |
| Traitement avant rejet | Aucun |
| Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective | STEP de Marquette puis Marque canalisée |
| Conditions de raccordement | Autorisation de rejet |

| Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté | N°2 |
|---|---|
| Nature des effluents | Eaux pluviales |
| Exutoire du rejet | réseau eaux pluviales |
| Traitement avant rejet | Séparateur d'hydrocarbure |
| Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective | Bassin tampon du site puis réseau communautaire |
| Conditions de raccordement | Autorisation de rejet |

Article 9.3.4 : Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 9.3.5 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température < 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l.

Article 9.4 : Confinement et évacuation des eaux susceptibles d'être polluées

Les eaux susceptibles d'être polluées sont confinées dans un bassin de confinement de 4 400 m³. Le confinement est assuré par coupure des vannes de relevage de ce bassin qui sert par ailleurs au tamponnement des eaux pluviales. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. En cas de pollution, elles sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Article 9.5 : Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

| Paramètre | Concentrations instantanées (mg/l) |
|----------------------|------------------------------------|
| MEST | 35 mg/l |
| DCO | 40 mg/l |
| DBO ₅ | 10 mg/l |
| Azote global | 3 mg/l |
| Phosphore total | 0,6 mg/l |
| Hydrocarbures totaux | 5 mg/l |

Article 9.6 : Dispositions diverses

Le séparateur d'hydrocarbures - débourbeur sera entretenu régulièrement et curé au moins deux fois par an et après tout événement pluvieux important. L'évacuation des déchets générés respectera les principes de l'article 10 du présent arrêté.

ARTICLE 10 : DECHETS

Article 10.1 : Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

Article 10.2 : Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R 541-8 du code de l'environnement

Les déchets d'emballage visés par les articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 à R 543-15 et R 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R 543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R 543-196 à R 543-201 du code de l'environnement.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Article 10.3 : Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 10.4 : Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Article 10.5 : Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R 541-50 à R 541-64 et R 541-79 du code de l'environnement relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Article 10.6 : Déchets produits par l'exploitant

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

| Type de déchets | Code des déchets | Nature des déchets | Tonnage maximal annuel | Filière d'élimination |
|-----------------------|------------------|---|------------------------|---------------------------------|
| Déchets non dangereux | 15 01 01 | Emballage en papier/carton | 120 t/an carton | Valorisation |
| | 15 01 02 | Emballage en matière plastique (film étirable) | 50 t/an | Valorisation |
| | 15 01 03 | Emballage en bois | 29 000 palettes par an | 50% recyclées et 50% valorisées |
| | 20 01 01 | Papier et carton | 10 t/an | Valorisation |
| | 20 03 01 | Déchets en mélange (poubelles de bureau, gobelets, reste de repas, erreur de manutention) | 40 t/an | Traitement en CET |
| Déchets dangereux | 16 06 01* | Accumulateurs au plomb | occasionnel | Reprise par organisme compétent |
| | 20 02 01* | Fraction compostable | Quelques m³/an | Reprise par organisme compétent |
| | 13 05 02* | Boues du séparateur hydrocarbure | 10 t/an | Reprise par organisme compétent |

Article 10.7 : Emballages industriels

Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R 543-66 à R 543-72 et R 543-74 du code de l'environnement portant application des articles L 541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatif, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages (J.O. du 21 juillet 1994).

Article 10.8 : Déclaration et registre déchets

Une déclaration récapitulative annuelle des déchets produits doit être transmise à l'Inspection des Installations Classées avant la fin du premier mois de l'année suivante.

Le suivi des déchets est présenté selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

Les éléments du registre devront être conservés par l'exploitant pendant trois mois.

ARTICLE 11 : PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Article 11.1 : Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 11.2 : Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement.

Le déchargement des camions doit se faire à l'arrêt.

Article 11.3 : Valeurs limites d'émergence

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6dB(A) | 4dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

Article 11.4 : Niveaux limites de bruit

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 11.3, dans les zones à émergence réglementée.

En limite de propriété, les niveaux limites de bruit doivent être tels que les valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 11.3 sont respectés dans les zones à émergence réglementée, sans toutefois pouvoir dépasser la valeur de 70 dB(A) pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés et la valeur de 60 dB(A) pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés.

Les zones à émergence réglementée sont définies comme étant :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de signature du présent arrêté et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de signature du présent arrêté ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui seront implantés après la date de signature du présent arrêté dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

ARTICLE 12 : PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Article 12.1 : Caractérisation des risques

Article 12.1.1 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

Article 12.1.2 : Zonages internes à l'établissement

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Article 12.2 : Infrastructures et installations

Article 12.2.1 : Accès et circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement, applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est clôturé sur une hauteur de 2m sur la totalité de sa périphérie et équipé d'un portail coulissant. Un poste de garde à l'entrée permet de contrôler l'accès à tout moment.

En dehors des heures d'ouverture, les accès sont fermés et la transmission à l'organisme de télésurveillance enclenchée. La télésurveillance concerne les alarmes incendie et intrusion. Par ailleurs, des rondes régulières sont assurées par un agent de sécurité le week-end entre 20h et 7h.

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Un gardiennage est assuré en permanence.

Les voies d'accès pompier ont une largeur d'au moins quatre mètres et une hauteur libre d'au moins trois mètres cinquante. Elles permettent l'accès au bâtiment sur ses façades Est, Nord et Ouest sur au moins la moitié de son périmètre. Elles permettent les demi-tours et croisement des camions (pompes des sapeurs-pompiers).

Article 12.2.2 : Bâtiments et locaux

Article 12.2.2.1 : Issues

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de cinquante mètres de l'une d'elles, et vingt-cinq mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues vers l'extérieur au moins, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme-porte et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie, sans engager le gabarit des circulations sur les voies ferroviaires extérieures éventuelles.

Les escaliers intérieurs reliant des niveaux séparés, et considérés comme issues de secours, sont encloisonnés par des parois coupe-feu de degré une heure et construits en matériaux incombustibles. Ils doivent déboucher directement à l'air libre ou à proximité, sinon sur des circulations encloisonnées de même degré coupe-feu. Les portes intérieures donnant sur ces escaliers sont pare-flamme de degré une demi-heure et munies de ferme-porte.

Toutes les portes, intérieures et extérieures, sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances, et leurs accès convenablement balisés.

Article 12.2.2.2 : Séparation entre cellules

Le bâtiment de stockage est divisé en 5 cellules. Elles sont séparées par des murs REI120 (coupe-feu de degré 2h).

Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs. Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la paroi de séparation, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.

Les portes communicantes entre les murs coupe-feu sont de qualité EI 60 et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui peut être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu n'est pas gênée par des obstacles. La fermeture des portes coupe-feu est asservie à la détection incendie.

Un flocage EI 120 est réalisé sur toute la hauteur à l'angle nord-ouest du bâtiment vers la salle de sport et l'hôtel. Un flocage EI 120 est réalisé sur la hauteur de la paroi est.

Dans la cellule 1, le stockage sera éloigné de la paroi parallèle à la rue de 54m. Côté merlon, le stockage sera éloigné de 21 m par rapport à la paroi.

Le sol de l'entrepôt est étanche et imperméable.

Article 12.2.2.3 : Toiture, désenfumage et cantonnement

La toiture du bâtiment est réalisée en éléments incombustibles.

Le désenfumage est réalisé à raison de 1% de la surface totale par des exutoires situés en partie haute des bâtiments. Le bâtiment est recoupé par 21 cantons de désenfumage dont la surface unitaire est comprise entre 1 600 et 2 100 m². Ces cantons sont séparés par des écrans réalisés en matériaux incombustibles stables au feu de degré ¼ d'heure au moins.

Les exutoires de fumée et de chaleur sont à commande automatique et manuelle. La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

L'ensemble de ces éléments est localisé en dehors de la zone de quatre mètres de part et d'autre des murs coupe-feu séparant deux cellules.

Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits (effet lentille)."

Article 12.2.2.4 : Locaux administratifs

Les locaux administratifs sont présents le long de la façade sud sur un niveau (R+1) sur 2 300 m². Ils disposent de 5 accès directs vers l'extérieur par escaliers dont trois escaliers extérieurs et deux escaliers intérieurs encloisonnés. Un espace d'au moins 4m est laissé libre entre le stockage et les locaux administratifs.

Article 12.2.3 : Installations électriques – Mise à la terre

Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

A proximité d'au moins une issue est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule. Le local du transformateur de courant électrique est clos, largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur est de degré REI 120.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Article 12.2.4 : Alimentation en gaz des aérothermes

L'alimentation en gaz naturel des aérothermes se fait à partir du réseau. Un poste de détente et de comptage est installé en façade du bâtiment. Une vanne d'arrêt est présente à l'extérieur ainsi qu'à l'intérieur du bâtiment.

Les canalisations aériennes de gaz pour l'alimentation des aérothermes doivent être protégées si nécessaire contre les chocs.

Une coupure automatique de gaz se fait :

- en cas d'arrêt de veilleuse, au niveau de l'aérotherme ;
- en cas de chute de pression dans les canalisations, au niveau du poste.

Article 12.2.5 : Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

Article 12.3 : Gestion des opérations portant sur des substances pouvant présenter des dangers

Article 12.3.1 : Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

Article 12.3.2 : Organisation du stockage

Le stockage se fait majoritairement sur racks.

Le stockage de matières combustibles en masse doit former des blocs limités de façon suivante :

- surface maximale au sol : 250 à 1 000 m² suivant la nature des marchandises ;
- hauteur maximale de stockage : 8m ;
- espace entre blocs et parois et entre blocs et éléments de la structure : 0,80 m ;
- espace entre deux blocs : 1m ;
- chaque ensemble de quatre blocs est séparé d'autres blocs par des allées de 2m ;
- un espace minimal de 0,90m est maintenu entre la base de la toiture ou le plafond et le sommet des blocs, la distance étant à adapter en cas de système d'extinction automatique à eau.

Si un poste, ou une aire d'emballage, est installé dans l'entrepôt, il est soit dans une cellule spécialement aménagée, soit éloigné des zones d'entreposage, soit équipé de moyens de prévention ou d'intervention particuliers.

Le stockage du bois en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

- volume maximal des îlots : 10 000 m³ ;
- distance entre le sommet des îlots et la base de la toiture, le plafond, tout système de chauffage ou des têtes du système d'extinction automatique à eau : 1 m.

Le stockage des matières plastiques en masse est organisé en îlots de la façon suivante :

- il existe des passages libres d'au moins 2m de largeur autour des îlots,
- la hauteur de stockage n'excède pas 8m,
- un espace d'au moins 1m existe entre le haut du stockage et le niveau du pied de ferme.

Le stockage des aérosols se fait dans une zone grillagée.

Article 12.3.3 : Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Article 12.3.4 : Formation du personnel

Le personnel est formé à l'utilisation des matériels de lutte contre l'incendie et est soumis) des exercices périodiques.

Des exercices avec les services d'incendie et de secours sont régulièrement réalisés.

Article 12.3.5 : Travaux d'entretien et de maintenance

Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.

Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée.

Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée deux heures au moins après la cessation des travaux par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.

ARTICLE 12.4 : Prévention des pollutions accidentelles

Article 12.4.1 : Connaissance des matières stockées

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité.

Les matières chimiques incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockés dans la même cellule. De plus, les matières dangereuses doivent être stockées dans des cellules particulières. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmonté d'étage ou de niveau.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 12.4.2 : Étiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

Article 12.4.3 : Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Article 12.4.4 : Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.

ARTICLE 12.5 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 12.5.1 : Entretien des moyens de protection et d'intervention

L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage.

L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 12.5.2 : Détection incendie

La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.

Article 12.5.3 : Ressources en eau

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- De six appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés implantés à moins de 100 mètres au plus du risque. Ces poteaux doivent avoir un diamètre de 100 mm de type normalisé, être conforme aux normes françaises S 61-211 (BI) ou S 61-213 (PI) et S 62-200 (règles d'installation), pouvoir fournir un débit de 60 m³ chacun utilisable sur 2 h et être accessible en toute circonstance (soit un volume disponible total de 360 m³/h en une heure) ;
- d'extincteurs homologués NF MIH répartis à l'intérieur de l'entrepôt (un par 200 m²), sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- des robinets d'incendie armés DN 40 mm, conformément aux normes NF EN 671-1, NF EN 671-3 et NF S 62-201, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel ;
- d'un système d'extinction automatique à eau à deux nappes alimenté par une réserve d'eau de 1 500 m³ qui dessert tout le site (cellules de stockage, bureaux, locaux techniques et auvents des quais). Ce système est conforme à la règle APSAD et est protégé contre le gel ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Les matériels et installations de lutte contre l'incendie doivent faire l'objet de vérifications périodiques qui doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant doit justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

Article 12.5.4 : Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction de fumer,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Article 12.5.5 : Plan de secours

L'exploitant est tenu d'établir, dans un délai de six mois après notification du présent Arrêté Préfectoral, un Plan d'Intervention Interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.

Ce plan d'intervention doit être facilement compréhensible. Il doit contenir à minima :

- les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination (nom et/ou fonction) des agents devant engager ces actions ;
- pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre ;
- les principaux numéros d'appels ;
- des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent :
 - les zones à risques particuliers (zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, explosifs (aérosols), ...) ;
 - l'état des différents stockages (nature, volumes...) ;
 - les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé...) ;
 - les moyens de détection et de lutte contre l'incendie ;
 - les réseaux d'eaux usées (points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques).

Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits présents sur site doivent être disponibles.

Ce plan d'intervention interne doit régulièrement être mis à jour. Il le sera en particulier, à chaque modification de l'installation, à chaque modification de l'organisation, à la suite de mouvements de personnel susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'application de ce plan d'intervention et en tout état de cause au moins une fois par an.

Lors de l'élaboration de ce plan d'intervention ou lors de ses révisions, l'exploitant devra définir des actions à engager cohérentes avec l'étude des dangers de l'établissement et avec les prescriptions édictées par le présent arrêté.

Le Préfet, peut demander la modification des dispositions envisagées.

ARTICLE 13 : ATELIERS DE CHARGE D'ACCUMULATEURS

Article 13.1 : Règles d'implantation

Six zones de charge sont réparties dans le bâtiment. Une par cellule sauf la cellule 3 qui compte deux zones. Aucun matériaux combustible ne doit se trouver autour de la zone de charge.

Une issue de secours sera à proximité de chaque zone de charge.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation

Article 13.2 : Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines. Le débit d'extraction est donné par les formules ci-après suivant les différents cas :

*Pour les batteries dites ouvertes
et les ateliers de charge de batteries :
 $Q = 0,05 n l$

où

Q = débit minimal de ventilation, en m^3/h

n = nombre total d'éléments de batteries en charge
simultanément

*Pour les batteries dites à recombinaison :
 $Q = 0,0025 n l$

l = courant d'électrolyse, en A

Une ventilation mécanique existe en plus de la ventilation naturelle basse dans les cellules 1, 3, 4, 5 et 6.

Article 13.3 : Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Article 13.4 : Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Article 13.5 : Rétention des aires

Le sol des locaux de charge doit être étanche et traité avec une peinture anti-acide, de façon à pouvoir recueillir ou traiter, conformément à la réglementation en vigueur, les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, en cas d'impossibilité traités conformément à la réglementation en vigueur.

Article 13.6 : Matériel électrique de sécurité

Dans les parties de l'installation présentant un risque d'explosion, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles doivent être constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion. Les canalisations ne doivent pas être une cause possible d'inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

Article 13.7 : Seuil de concentration limite en hydrogène

Pour les parties de l'installation équipées de détecteur d'hydrogène, le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25% de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1% d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.

Pour les parties de l'installation présentant un risque d'explosion non équipées de détecteur d'hydrogène, l'interruption des systèmes d'extraction d'air (hors interruption prévue en fonctionnement normal de l'installation) devra interrompre automatiquement, également, l'opération de charge et déclencher une alarme.

ARTICLE 14 : LOCAL DU SYSTÈME D'EXTINCTION AUTOMATIQUE À EAU

Ce local sera isolé par des parois REI 120

ARTICLE 15 – SANCTIONS

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent Arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement.

Article 16 : Exécution et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de LESQUIN ,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de LESQUIN et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie LESQUIN pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr- rubrique Annonces et Avis – Installations classées – Autres installations classées – Arrêtés complémentaires).

Fait à Lille, le **11 2 JUIN 2012**

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général adjoint


Eric AZOULAY

